
LE POINT DU JOUR,

OU

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.

Nº. CXLIX.

Du Mercredi 2 Décembre 1789.

Suite de la séance d'hier.

S'IL pouvoit exister deux souverains dans le royaume ; si les mêmes terres pouvoient payer l'impôt au prince & la dîme à un autre ; si l'unité, l'uniformité des principes & des droits n'étoient pas un principe constitutionnel ; si les Français pouvoient obéir à deux maîtres, ou aimer deux patries ; si les corps privilégiés devoient être maintenus ; si des ordres essentiellement aristocratiques, pouvoient conserver ou obtenir une existence légale au sein d'une constitution libre ; s'il pouvoit exister en France des biens dont la nation ne pourra jamais disposer, des biens destinés à nourrir exclusivement des nobles quand ont détruit tous les privilèges exclusifs, des biens destinés à enrichir des religieux militaires, & des moines armés ; quant on va abolir le monachisme ; l'ordre de Malte, disons-nous, peut-être écouté dans ses réclamations, & la lettre que le grand-maître vient d'écrire au roi, doit exciter sans doute dans l'assemblée nationale des débats intéressans.

Tome IV,

F f

Mais quand un principe invariable fait regarder les biens de l'ordre de Malte , comme étant de la même nature que les biens ecclésiastiques ; quand les représentans de cet ordre ont toujours été placés par les loix françoises dans la classe des ecclésiastiques & des religieux ; quand enfin la nation se trouve dans une de ces époques uniques dans l'histoire , & rassemblée pour le salut général ; alors , il est incontestable qu'elle peut , qu'elle doit , dans ces circonstances , modifier tous les corps , réunir dans les mêmes principes tous les biens & toutes les propriétés soumises à son empire.

En attendant que ces principes soient développés dans l'assemblée nationale , on ne verra pas sans étonnement ceux qui sont contenus dans la lettre que le grand-maître de Malte a écrite au roi le 27 septembre , & qui vient d'être envoyée à l'assemblée nationale.

SIRE, Si jamais mon ordre a recouru avec confiance à la haute protection dont votre majesté l'a constamment honoré ; c'est dans ce moment où j'apprends que l'assemblée nationale , en interprétant le 11 août le troisième article de ses arrêtés de la nuit du 4 au 5 , vient de porter le coup le plus funeste à notre existence par la suppression de nos dîmes , qui forment dans le royaume la plus grande partie des revenus de nos commanderies.

Je dois , SIRE , à mon ordre , à toutes les nations qui le composent. Je me dois à moi-même de les réclamer contre cet arrêté.

C'est en effet , Sire , le premier exemple peut-être d'une décision prononcée , je ne dis pas contre un ordre dont la souveraineté est reconnue dans toute l'Europe , mais contre le plus simple particulier sans l'avoir entendu.

L'assemblée nationale n'a pu s'écarter de cette justice rigoureuse qu'en nous confondant avec le clergé , sans con-

sûderer que, par l'objet de notre institution & par la nature de nos services, nous ne pouvions lui être assimilés sous aucun rapport.

C'est une vérité dont il est facile de fournir la preuve à cette assemblée, si elle eût témoigné le moindre desir de l'approfondir avant de prononcer sur notre sort.

Elle auroit appris en même temps que mon ordre, dévoué par état au service de toute la chrétienté, mais bien plus particulièrement à votre majesté & à la nation, n'avoit jamais laissé échapper aucune occasion de manifester son zèle, & qu'il avoit été assez heureux dans plusieurs circonstances que votre majesté n'ignore point, & même dans ce moment-ci, pour rendre au commerce & à la navigation du royaume les services les plus essentiels.

Je ne dois pas, Sire, abuser des bontés & des momens précieux de votre majesté; mais je la supplie de permettre que mon ambassadeur, en lui présentant ma lettre, prenne un instant favorable pour mettre sous ses yeux toutes les conséquences fâcheuses, qui résulteroient pour mon ordre, de l'arrêt de l'assemblée nationale, s'il pouvoit jamais subsister. Il aura l'honneur de vous exposer, Sire, la profonde douleur, dans laquelle l'exécution de cet arrêt nous plongeroit, par l'impossibilité absolue où il nous mettroit non seulement de continuer nos services reconnus utiles & nécessaires au royaume, mais de nous maintenir même dans une île qui, par sa position & les dépenses prodigieuses que nous y avons faites, doit être considérée comme une frontière de la France, un asile assuré en tout temps à tous les navigateurs, & dont les avantages qu'elle lui procure sont bien supérieurs à celui que l'assemblée nationale a pu entrevoir dans ce qu'elle nous enlevoit.

Ce sont, Sire, ces puissans motifs, qui me font espérer que votre majesté, ayant égard aux justes représentations

que j'ai l'honneur de lui faire au nom de mon ordre, & à tout ce que mon ambassadeur aura celui de lui exposer, daignera interposer sa puissante protection, pour que l'arrêté dont je me plains, n'ait aucune suite. Je suis, &c.

L'ordre du jour étoit pour le travail des municipalités.

M. Target a lu la suite des articles proposés par le comité sur cet objet, & plusieurs ont été décrétés.

Le vingt-huitième article a été critiqué par MM. Reubell, Kispooter, Bouche & Garat aîné, qui ont demandé la réunion des notables avec le corps municipal pour l'élection du greffier.

Ainsi l'assemblée a décrété l'article, en changeant seulement les mots *corps municipal* en *conseil municipal de la commune*.

Voici la nouvelle rédaction :

A R T. X X V I I I.

Le conseil municipal de la commune fera choix d'un secrétaire-greffier, qui prètera serment de remplir ses fonctions avec fidélité, & qui pourra être destitué lorsque le conseil municipal de la commune le jugera convenable.

Avant de décréter les articles suivans, M. Mongin de Roquesfort & M. Dupont ont demandé que tous les citoyens actifs nommassent le trésorier, tous y étant également intéressés. M. Angot vouloit que les membres du conseil demeurassent responsables de la nomination du trésorier. M. Barrère de Vieuzac proposoit, pour éviter toute brigue ou faveur dans les choix, & sur-tout pour l'intérêt des campagnes, que le trésorier fût choisi au rabais & sous caution. On a déclaré n'y avoir lieu à délibérer sur tous ces amendemens, & l'article a été décrété ainsi :

A R T. X X I X.

Les corps municipaux pourront aussi, suivant les circonstances, nommer un trésorier, en prenant les précau-

tions nécessaires pour la sûreté des fonds de la communauté. Il pourra être changé comme le secrétaire.

A R T. XXX.

Les citoyens actifs de chaque communauté nommeront par un seul scrutin de liste, & à la pluralité relative des suffrages, un nombre de notables, double de celui des membres du corps municipal.

A R T. XXXI.

Ces notables seront choisis pour deux ans & renouvelés par moitié chaque année. Le sort déterminera ceux qui doivent sortir à l'époque de l'élection qui suivra la première.

A R T. XXXII.

Il formeront, avec les membres du corps municipal, le conseil général de la commune, & ne seront appelés que pour les affaires importantes, ainsi qu'il sera dit ci-après.

A R T. XXXIII.

Les membres du corps municipal, ainsi que les notables, ne pourront être choisis que parmi les citoyens éligibles de la commune.

M. Nogaret demandoit que les élections se fissent au premier janvier, les habitans de la campagne étant moins occupés à cette époque; malgré cette observation l'article suivant a été adopté.

A R T. XXXIV.

Les assemblées annuelles d'élection, se tiendront dans tout le royaume, le dimanche d'après la Saint-Martin, sur la convocation des officiers municipaux.

M. Brunet de la Tuque desiroit qu'on statuât dans l'article qui suit sur le remplacement du notable; on n'y a pas eu d'égard, & l'on a décrété l'article suivant.

F f 1

A R T. XXXV.

Si la place de maire ou de procureur de la commune ou de son substitut, devient vacante par mort, démission ou autrement, il sera convoqué une assemblée extraordinaire des citoyens actifs pour procéder à une nouvelle élection.

A R T. XXXVI.

Dans les villes où l'assemblée générale des citoyens actifs sera divisée en plusieurs sections, les scrutins de ces diverses sections seront recensés à la maison commune le plus promptement qu'il sera possible ; en sorte que les scrutins ultérieurs, s'ils se trouvent nécessaires, puissent se faire dès le jour même, & le plus tard au lendemain.

A R T. XXXVII.

Lorsqu'un membre du conseil municipal viendra à mourir, ou donnera sa démission, ou sera destitué, ou suspendu de sa place, ou passera dans le bureau municipal, il sera remplacé de droit pour le temps qui lui restoit à remplir, par celui des notables qui aura réuni le plus de suffrages.

A R T. XXXVIII.

La présence des deux tiers au moins des membres du conseil municipal sera nécessaire pour recevoir les comptes du bureau, & la présence de moitié des membres du conseil municipal, plus, un sera nécessaire pour prendre des délibérations.

A R T. XXXIX.

Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir, les unes naturelles & propres au pouvoir municipal, les autres propres à l'administration générale de l'état, & déléguées par elle aux municipalités.

A R T. XL.

Les fonctions naturelles & propres au pouvoir municipi-

pal , sous la surveillance & l'inspection des assemblées administratives, sont :

De régler les biens & revenus communs des villes, bourgs, paroisses ou communautés.

De régler & d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs.

De diriger & faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté; d'administrer les établissemens qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée; de faire jouir les habitans des avantages d'une bonne police, & notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté & de la tranquillité dans les rues, lieux & édifices publics.

Cet article, avant d'être décrété, a causé quelque débats; mais c'est plutôt à raison de quelques additions que M. de St. Fargeau & M. Dupont vouloient y faire. Le premier proposoit d'ajouter aux fonctions municipales celles d'aviser aux moyens d'employer à des ouvrages publics les membres de la commune qui peuvent travailler, & de secourir les invalides. On a cru que cet objet appartenoit plus directement à la constitution, qui doit veiller essentiellement à la protection & à la subsistance du pauvre.

L'amendement de M. Dupont, relatif au jugement des délits champêtres & aux fonctions des juges de paix, a été renvoyé au moment où l'on s'occupera des fonctions judiciaires des municipalités.

Un autre amendement de M. Kispooter, pour attribuer aux juges municipaux le dernier ressort jusqu'à la somme de quarante livres, a été renvoyé à la même époque.

Séance d'hier.

La lecture du procès-verbal & des adresses a été suivie d'une protestation du clergé de la haute-Alsace, qui désa-

voûé d'autres protestations contre les décrets de l'assemblée, envoyées il y a quelque temps par quelques membres réunis du clergé de cette province. Celui de la haute-Alsace adhère avec soumission & respect aux décrets de l'assemblée.

» Je m'acquiesce avec d'autant plus de plaisir, de cette commission, a dit M. l'évêque de Lida, que c'est le vœu de mes commettans. »

On est revenu à la suite des articles sur les municipalités.

L'article 41 a fourni encore à M. de Saint-Fargeau une occasion de montrer son attachement à la cause des pauvres; il a proposé d'ajouter aux fonctions d'administration municipale, celle de distribuer aux pauvres valides des travaux, & des secours aux infirmes.

Un curé se plaignoit de ce que l'on donnoit aux municipalités l'inspection directe sur les objets relatifs au service du culte.

L'amendement de M. de Saint-Fargeau a été ajourné. Sur l'observation faite par M. Martineau, que cet objet tenoit à un régime plus général, l'article du comité a été décrété en ces termes :

» Les fonctions propres à l'administration générale de l'état, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont :

La répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée.

La perception de ces contributions.

Le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département.

La direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité.

La régie immédiate des établissemens publics , destinés à l'utilité générale.

La surveillance & agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques.

L'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstruction des églises , presbytères , & autres objets relatifs au service du culte.

ART. XLII.

Pour l'exécution des fonctions propres ou déléguées au corps municipal , ils auront droit de requérir le secours nécessaire des gardes nationales & autres forces publiques , ainsi qu'il sera plus amplement expliqué.

ART. XLIII.

Toutes les délibérations nécessaires à l'exercice des fonctions attribuées aux corps municipaux , seront prises dans l'assemblée réunie des membres du conseil & du bureau municipal , à l'exception des délibérations relatives à l'arrêté des comptes qui seront prises par le conseil seul.

ART. XLIV.

Le conseil général de la commune , composé , tant des membres du corps municipal , que des adjoints-notables , fera convoqué toutes les fois que l'administration municipale le jugera convenable. Elle ne pourra se dispenser de le convoquer lorsqu'il s'agira de délibérer.

Sur des acquisitions ou aliénations d'immeubles.

Sur des impositions extraordinaires pour dépenses locales.

Sur des emprunts.

Sur des travaux à entreprendre.

Sur l'emploi du prix des ventes , des remboursemens ou des recouvrements.

Sur les procès à intenter.

Même sur les procès à soutenir dans les cas où le fonds du droit sera contesté.

A R T. X L V.

Dans toutes les villes au-dessus de 4 mille âmes, les comptes d'administrations, en recette & dépense, seront imprimés chaque année.

L'article XLVI a trait à la communication des comptes, à laquelle tous les citoyens actifs ont droit.

M. Mongin de Roquefort a demandé qu'on y ajoutât que les registres des délibérations seroient communiquées à chaque citoyen actif sans déplacement & sans frais.

MM. l'abbé Grégoire, Lavie & Bouche, ont demandé qu'on substituât le mot *communauté* à celui de *municipalité*, ce qui a été adopté.

MM. Rabaud de Saint-Etienne, Target & Mirabeau, ont soutenu l'amendement de M. Mongin, & l'article a été décrété ainsi :

« Dans toutes les communautés sans distinction, les citoyens actifs pourront prendre au greffe, sans déplacement & sans frais, connoissance des comptes & de leurs pièces justificatives, ensemble de toutes les délibérations du corps municipal toutes les fois qu'ils le requerront ».

L'article XLVII du projet du comitè a été supprimé.

M. Bouche a fait la motion expresse de décréter que toutes les délibérations seroient rédigées pendant la séance du conseil municipal, dans laquelle elle seroit prise : cette motion a été ajournée.

L'article XLVIII a été adopté sans réclamation en ces termes :

« Les corps municipaux, en ce qui regarde les fonctions qu'ils auront à exercer par délégation de l'administration générale, seront entièrement subordonnés aux administrations de district & de département.

A R T. X L I X.

Quant à l'exercice des fonctions propres au pouvoir mu-

municipal, toutes les délibérations pour lesquelles la convocation du conseil général de la commune est nécessaire, suivant l'article ci-dessus, ne pourront être exécutées qu'avec l'approbation de l'administration ou du directoire du département, qui sera donnée s'il y a lieu, sur l'avis de celle du district, & tous les comptes de la régie des bureaux municipaux, après avoir été reçus par le conseil, seront vérifiés par les administrations de district, & arrêtés définitivement, d'après leur avis, par celles du directoire du département.

A R T. L.

Si quelque citoyen croit être fondé à se plaindre personnellement de quelques actes du corps municipal, il exposera ses griefs à l'administration du département, qui y fera droit sur l'avis de celle du district qui sera chargé de vérifier les faits.

D'autres articles ont excité de vifs débats ; mais comme ils ont été renvoyés au comité de constitution pour être rédigés d'après quelques principes qui ont été décrétés, nous en rendrons compte lorsque ce comité rapportera les nouvelles rédactions.

M. Guillotin a terminé la séance par une motion très-intéressante sur les matières criminelles ; il a proposé de décréter six articles, dont le premier seulement a été adopté ; les autres ont été renvoyés à la séance d'aujourd'hui, & nous rendrons compte des débats intéressans auxquels ces articles importans ne peuvent manquer de donner lieu.

A V I S.

N. B. MM. les Souscripteurs, dont l'abonnement finit au cent-cinquantième numéro, sont priés de renouveler, afin qu'ils n'éprouvent pas d'interruption dans l'envoi de leurs numéros, & de rapporter le numéro de leur souscription, qui se trouve sur l'enveloppe du Journal.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal, N^{os} 7 & 8, & chez les principaux Libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 livres pour Paris, & de 7 liv. 10 sous franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.